



Rapport d'activités 2013

FEDITO Bxl asbl 55 rue du Président -1050 Bruxelles
Tel : 02/514.12.60 www.feditobxl.be courrier@feditobxl.be

La FEDITO est soutenue par la Commission Communautaire française



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
INTRODUCTION	2
<i>FONCTIONNEMENT DE LA FÉDÉRATION.....</i>	<i>3</i>
L'ASSOCIATION A POUR BUT.....	4
1. <i>DE FAIRE CONNAÎTRE ET RECONNAÎTRE LA NÉCESSITÉ ET L'EXISTENCE DE STRUCTURES SPÉCIFIQUES DE PRÉVENTION, D'AIDE, DE SOINS ET DE RÉDUCTION DES RISQUES POUR TOXICOMANES ET POUR LES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES ASSUÉTUDES PRISES AU SENS LARGE DU TERME</i>	<i>4</i>
<i>Communication</i>	<i>4</i>
<i>Formation certifiante sur les « pratiques de consommation et conduites de dépendances »</i>	<i>6</i>
<i>Campagne d'information « Alcool : Ne commençons pas trop tôt »</i>	<i>7</i>
<i>Campagne d'information « - 16, pas d'alcool »</i>	<i>7</i>
<i>Quatrième colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opioïdes</i>	<i>8</i>
<i>Séance d'information sur « Riboutique : vers la mise en place d'une salle de consommation à moindre risques (S.C.M.R.) à Bruxelles ? »</i>	<i>8</i>
<i>Journée de présentation de projets du secteur</i>	<i>9</i>
2. <i>D'ÊTRE UN INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DES POUVOIRS PUBLICS ET DES MÉDIAS DANS L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DE SANTÉ ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE CHAMP DE LA TOXICOMANIE PRISE AU SENS LARGE DU TERME. ELLE EST MANDATÉE À CET EFFET PAR SES INSTITUTIONS MEMBRES</i>	<i>10</i>
<i>Fonds fédéral de lutte contre les assuétudes – Comité assuétudes</i>	<i>10</i>
<i>Projets Belspo</i>	<i>13</i>
<i>Global Drug Survey</i>	<i>15</i>
<i>Mémorandum</i>	<i>15</i>
3. <i>D'ASSURER LA COORDINATION DES INSTITUTIONS ET SERVICES MEMBRES ET PLUS LARGEMENT AVEC D'AUTRES SECTEURS PRÉOCCUPÉS PAR LE « PHÉNOMÈNE » DROGUES</i>	<i>16</i>
<i>Plate-forme de Réduction des Risques</i>	<i>16</i>
<i>Plan de Réduction des Risques liés à l'usage de drogues</i>	<i>17</i>
<i>GT sur le recueil de données bruxellois</i>	<i>17</i>
4. <i>D'ASSURER AUX INSTITUTIONS MEMBRES DES MODALITÉS DE RECONNAISSANCE ET DE SUBSIDATIONS GARANTISSANT LEUR BON FONCTIONNEMENT ET LEUR PERMETTANT LA PRISE EN CHARGE IMMÉDIATE DE TOUS LES TOXICOMANES DEMANDEURS QUELLE QUE SOIT LEUR SITUATION ÉCONOMIQUE</i>	<i>18</i>
<i>iDA (Information sur les Drogues et l'Alcool) asbl</i>	<i>18</i>
<i>Démarche d'évaluation qualitative</i>	<i>18</i>
<i>Rapport intersectoriel</i>	<i>19</i>
<i>Soutien des Médecins Généralistes CoCof</i>	<i>19</i>
<i>Soutien pour l'ouverture de Salle de Consommation à Moindre Risques (S.C.M.R.) en Belgique</i>	<i>20</i>
<i>Soutien du centre d'aide aux toxicomanes Transit</i>	<i>20</i>
<i>Soutien aux propositions de lois Demeyer</i>	<i>21</i>
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	22

INTRODUCTION

Voici le rapport d'activités 2013 de la FEDITO bruxelloise.

Cette année encore, la FEDITO a tenté de remplir au mieux son rôle en répondant aux demandes du secteur et de ses principaux partenaires et, en défendant les intérêts des services sectoriels.

L'accent a été mis sur le développement de la communication, aussi bien par l'organisation de séances et de campagnes d'information (lois sur l'alcool, présentation de Riboutique, du Prisme, d'aide-alcool.be et d'aide-aux-joueurs.be, ...) que par la présence sur les réseaux sociaux (LinkedIn, Twitter, Facebook) ; sur la mise en oeuvre de différents projets (COMIQS, ERANID, Global Drug Survey, TDO4, ...) et surtout sur la défense des intérêts des membres et du secteur (soutien pour la mise en place de salle de consommation à moindre risques, du plan RdR, des médecins généralistes, de Transit, ... ; rédaction d'un mémorandum). Tout ceci dans le but d'obtenir à terme la mise en place d'une véritable Politique Drogues belge.

Restant disponibles pour discuter plus avant des différents chapitres de ce rapport, nous vous en souhaitons une intéressante lecture.

L'équipe de la FEDITO Bxl

FONCTIONNEMENT DE LA FÉDÉRATION

L'ÉQUIPE

En 2013, l'équipe de la FEDITO se composait de cinq personnes :

Ludovic Henrard, directeur ETP ;

Sandrine Janssens, secrétaire ETP ;

Alexis Jurdant, chargé de communication 4/5^{ème} ETP ;

François Baufoy, coordinateur de projet 4/5^{ème} ETP (de janvier à juin) ;

Sébastien Alexandre, coordinateur ETP (à partir du 16 septembre).

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La FEDITO bruxelloise se compose actuellement d'un Conseil d'Administration de 14 personnes. Ce Conseil s'est tenu six fois en 2013.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'Assemblée Générale s'est réunie une seule fois en 2013 pour l'approbation des comptes de l'année antérieure.

ORGANISATION DE LA FEDITO

L'A.G. se réunit toujours annuellement pour l'approbation des comptes et, s'il y a lieu, pour l'élection du C.A. et en fonction des demandes d'adhésion.

Le Groupe stratégique (G.S.), plus réduit et mobilisable que le C.A., se réunit tous les deux mois afin d'approfondir des sujets de réflexion, travailler sur les missions à moyen et long terme, sur les priorités de travail et les actualités du secteur et de la fédération.

Le C.A. a des réunions, en alternance avec les G.S., un mois sur deux afin de prendre des décisions et voter sur des dossiers préparés en groupe de travail stratégique.

Le Bureau se compose d'un groupe réduit d'administrateurs et a la responsabilité de la gestion « quotidienne » (gestion du personnel, ventilation des demandes vers les différents groupes de travail et groupe stratégique, rapport et renvoi au C.A., prises de décision, ...). Il se réunit une fois par mois ou en fonction des besoins.

NOUVELLES ADHÉSIONS¹

Le 15 mars, Univers Santé est devenu membre effectif, tandis qu'Eurotox est devenu membre invité.

La Fédération compte désormais 21 membres effectifs, un membre adhérent et un membre invité.

D'autres procédures d'adhésions sont en cours et se concrétiseront certainement en 2014.

¹ Voir échanges de courriers en annexe 1.

L'ASSOCIATION A POUR BUT

1. *DE FAIRE CONNAÎTRE ET RECONNAÎTRE LA NÉCESSITÉ ET L'EXISTENCE DE STRUCTURES SPÉCIFIQUES DE PRÉVENTION, D'AIDE, DE SOINS ET DE RÉDUCTION DES RISQUES POUR TOXICOMANES ET POUR LES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES ASSUÉTUDES PRISES AU SENS LARGE DU TERME*

Communication

Alexis Jurdant continue sa mission de chargé de communication en, entre autres, diffusant la lettre d'information mensuelle, mettant à jour les sites web de la FEDITO Bxl (www.feditobxl.be), de Portail Drogues (anciennement iDA-WEB) (www.portail-drogues.be), de Biblio-drogues (www.biblio-drogues.be), d'Outil-Drogues (www.outil-drogues.be), du Réseau cannabis (www.reseau-cannabis.be), de la Plate-forme de la Réduction des Risques (www.reductiondesrisques.be), du site du Colloque TDO4 (www.tdo4.be), ainsi que les différents canaux de la FEDITO sur les réseaux sociaux (depuis septembre 2013).

La FEDITO a également réalisé en interne le site web du Réseau Hépatite C, qui a récemment rejoint notre fédération (www.reseauhepatitec.be).

MISE À JOUR DU SITE WEB DE LA FEDITO

Le site comprend une présentation de la fédération, une rubrique explicative pour chaque institution membre, les actualités du secteur (événements, formations, offres d'emploi, ...) et des documents utiles (dont la possibilité d'avoir un porte-documents en accès restreint, pour les membres du C.A. par exemple, ou pour des groupes de travail), ainsi que des liens en relation avec les activités du secteur.

Depuis le développement du nouveau site web fin 2010 et son exploitation effective depuis début 2011, celui-ci n'a cessé d'être fortement sollicité. Un nombre important d'annonces d'actualités ont été postées pour diffuser les différents événements organisés par nos membres, les offres d'emplois spécifiques au secteur, les offres de formations ou de journées d'études, ...

Depuis février 2011, 32 068 visites ont été comptabilisées sur le site www.feditobxl.be (soit 7243 visites en 2011, 12 936 en 2012, 11 889 en 2013). Proportionnellement au nombre de publications sur le site, le taux de fréquentation est stable, voire en légère augmentation.

LA LETTRE D'INFORMATION

La lettre d'information électronique mensuelle de la FEDITO donne des informations plus spécifiques à toutes personnes désireuses de connaître les derniers événements ou les dernières activités du secteur : conférences, offres d'emploi, parutions, formations, ...

Les abonnés sont avant tout des travailleurs bruxellois, des associations membres ou des personnes directement concernées par nos spécificités.

Durant l'année 2012, le nombre d'abonnés est passé de 269 à 370 personnes, et en 2013, il est passé à 468 abonnés.

PRÉSENCE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Depuis septembre 2013, la FEDITO a fait le choix d'assurer sa présence sur différents réseaux sociaux. La principale motivation est d'aller vers le grand public et donner plus de visibilité sur les questions liées à la santé et à la toxicomanie. Les personnes qui le souhaitent peuvent ainsi suivre l'actualité du secteur depuis leur réseau social habituel. Connectés à d'autres organismes sur ces canaux, ils deviennent à leur tour sources d'informations et de partages.

LinkedIn : <http://www.linkedin.com/company/fedito-bxl-asbl>

Twitter : <https://www.twitter.com/feditobxl>

Facebook : <https://www.facebook.com/feditobxl>

REVUE DE PRESSE / REVUE DE WEB

Les sources d'informations relevant de plus en plus de publications numériques accessibles depuis le web, et non plus aussi largement que par le passé via la presse traditionnelle, nous avons mis en place une « revue de presse / revue de web » en ligne. Celle-ci permet d'épingler les informations que nous estimons pertinentes. Toutes les entrées sont associées à des mots clés, ce qui permet de constituer des dossiers thématiques au fil du temps.

Adresse : <http://www.scoop.it/t/dependances>

Exemples de dossiers thématiques :

<http://www.scoop.it/t/dependances/?tag=scmr>

<http://www.scoop.it/t/dependances/?tag=rdr>

<http://www.scoop.it/t/dependances/?tag=cannabis>

PORTAIL DROGUES (EX IDA-WEB)

Lancé en 2010 dans le cadre d'un projet porté par l'asbl iDA, avec l'appui du Fonds fédéral de lutte contre les assuétudes, ce site permet de trouver toutes les activités dans le domaine de la santé en rapport avec les consommations de drogues légales et illégales sur l'ensemble de la Belgique. Il est donc possible d'y trouver toutes les offres de soins, préventions et formations de tous les acteurs spécialisés de façon centralisée.

Le développement du site et sa gestion est assuré par la FEDITO Bxl, qui a bénéficié à ce titre d'une subvention en 2010, 2011 et 2012.

Fin 2012, iDA-web a pris le nom de « Portail-Drogues » pour augmenter sa visibilité et être plus cohérent par rapport à d'autres projets web comme Outils-Drogues et Biblio-Drogues.

Depuis février 2011, 14 745 visites ont été comptabilisées sur le site www.ida-fr.be / portail-drogues.be (soit 3 837 visites en 2011, 5 097 visites en 2012, 5 811 visites en 2013).

En 2013, le site n'a pas connu de changement majeur. Il continue toutefois à être régulièrement mis à jour, notamment en actualités, formations et offres d'emploi.

LES APÉRORÉSEAUX²

Les apéroréseaux, qui ont débuté en 2009, sont devenus désormais des rendez-vous « incontournables » et accueillent de plus en plus de participants. Ce sont des rencontres organisées dans un service actif en matière de toxicomanies pour et entre les professionnels. Ils permettent de s'informer dans un cadre convivial sur les activités du service accueillant et donnent la possibilité aux travailleurs de se rencontrer et d'échanger sur leurs pratiques. Pendant cette rencontre, le service présente ses activités et répond aux questions des invités. La soirée se clôture autour d'un verre.

Cette année encore, les partenaires étaient la Coordination Locale Drogues Bruxelles (CLDB) et la FEDITO Bxl.

Les institutions participantes en 2013 sont :

- Interstices – CHU St-Pierre, le 20 mars ;
- Le Réseau Hépatite C, le 17 avril ;
- La MASS de Bxl, le 15 mai ;
- Babel et La Pièce, le 19 juin ;
- Transit, le 18 septembre ;
- Addictions, le 16 octobre ;
- Unité Assuétudes du Centre Chapelle-aux-Champs, avec le Réseau Dépendance Bruxelles-Est, le 20 novembre.

Formation certifiante sur les « pratiques de consommation et conduites de dépendances »³

Cette formation certifiante dans un cadre universitaire (10 crédits ETC, selon les accords de Bologne), entamée en 2009 à l'initiative de la FEDITO bruxelloise et de l'asbl Univers Santé, et préparée en 2010 (voir rapports d'activités précédents), a effectivement démarré en janvier 2011 et s'est poursuivie en 2012 et cette année également.

Sous la houlette de l'Institut de formation continue (IUFC) et de la Faculté de santé publique de l'université de Louvain-la-Neuve, et en partenariat avec l'Institut Supérieur d'Enseignement Infirmier (ISEI), cette troisième édition a eu lieu de janvier à juin 2013. La périodicité est d'un vendredi tous les quinze jours avec, le matin, des cours théoriques et, l'après-midi, des ateliers pratiques. Le programme a été suivi par 20 participants.

Il s'agit d'une formation spécifique, transdisciplinaire, qui articule les différentes disciplines concernées, en mettant l'accent sur les aspects de promotion de la santé et d'accompagnement des usagers de drogues. Elle vise à offrir aux professionnels potentiellement en contact avec des usagers de drogue, une vision globale des enjeux multiples et complexes liés aux problématiques d'usages et de dépendances, une capacité d'analyse sur la place qu'ils occupent au sein de leur équipe de travail et de leur institution, une capacité à collaborer et à travailler en

² Voir carton d'invitation 2013 en annexe 2.

³ Voir brochure en annexe 3.

réseau, ainsi que des compétences pour accueillir et accompagner une demande d'intervention.

Dans ce cadre, Ludovic Henrard a présenté le cours « Structures politiques et décisionnelles : organisation des secteurs »⁴.

Campagne d'information « Alcool : Ne commençons pas trop tôt »⁵

Débuté en 2010, l'objectif de ce projet animé par la FEDITO Bxl et l'asbl Univers Santé dans le cadre de l'asbl iDA (asbl regroupant les FEDITO Bxl et wallonne, et le VAD) est d'améliorer la connaissance par les acteurs concernés (jeunes et professionnels de la santé) de la loi concernant la vente d'alcool aux moins de 16 ans ainsi que d'aider le secteur de la vente en détail dans l'application de cette mesure.

En 2012, vu son succès, la brochure « L'effectomètre : alcool ou pas, comment réussir sa soirée » a été rééditée malgré le fait qu'elle était vendue à prix coûtant. Ce support vise à sensibiliser et responsabiliser les jeunes et les adultes qui les entourent quant à leur consommation d'alcool, et fournit également une série de conseils de réduction des risques en cas de consommation. Elle a été diffusée aux acteurs socio-sanitaires et éducatifs en contact avec des publics de 15 à 25 ans.

En 2013, la diffusion des effectomètres s'est poursuivie, toujours à prix coûtant.

Campagne d'information « - 16, pas d'alcool »⁶

Cette campagne d'information s'adresse à toutes les communes ainsi qu'aux fonctionnaires de préventions de tout le pays. Un colis postal leur avait été envoyé en 2012, contenant un courrier explicatif, des autocollants « Pas d'alcool en dessous de 16 ans, pas de spiritueux en dessous de 18 ans », une affiche « Ne commençons pas trop tôt » et une carte d'instruction. Cette campagne vise à ce que les fonctionnaires de préventions ou, pour les communes qui n'en ont pas, des membres du personnel communal, informent les nights shops et commerces sur la législation en matière de vente d'alcool.

Cette campagne a un très bel écho car de nouvelles demandes de supports supplémentaires arrivent quotidiennement.

En 2013, un colis identique à celui de 2012, a été adressé aux pouvoirs locaux toujours dans le même but de sensibiliser les commerces, nights shops, et autres entités, de la législation concernant la vente d'alcool aux mineurs.

⁴ Voir exposé du cours en annexe 4.

⁵ Voir brochure « effectomètre » en annexe 5.

⁶ Voir courrier, autocollant, affiche et carte d'instruction en annexe 6.

Quatrième colloque international francophone sur le traitement de la dépendance aux opioïdes⁷

Suite au succès des trois premières éditions (Montréal 2008 et Paris 2010, Genève 2012), un quatrième colloque TDO va être organisé, à Bruxelles cette fois, en 2014.

Pour ce quatrième colloque, la FEDITO Bxl occupe une place centrale au sein du comité organisateur. Même si l'organisation du colloque dépend du comité international et des comités régionaux, la coordination et la mise en marche du 4ème colloque TDO repose en grande partie sur la FEDITO.

La majorité des démarches est donc entreprise par l'équipe afin de préparer au mieux l'événement, dont entre autres, les appels d'offres pour les salles, les traiteurs, les impressions, le graphisme, ... ; la réalisation du budget et du calendrier ; l'organisation, les convocations et les comptes-rendus des réunions du comité international et du comité régional belge ; la communication (flyer de pré-annonce, réalisation du site web : <http://www.tdo4.be>), ...

Séance d'information sur « Riboutique : vers la mise en place d'une salle de consommation à moindre risques (S.C.M.R.) à Bruxelles ? »⁸

La FEDITO soutient depuis le départ le projet Riboutique, projet né de la collaboration entre les acteurs bas-seuil du secteur (M.A.S.S. de Bxl, Projet Lama, Transit) et les acteurs locaux du quartier Ribaucourt-Yser de la commune de Molenbeek-Saint-Jean. A la demande de la Commune de Molenbeek et du commissaire de la zone de Police Bruxelles-Ouest, les travailleurs du projet se sont penchés en 2012 sur la situation prévalant dans la zone Ribaucourt-Yser. Les forces de l'ordre locales ayant tenté d'éradiquer le problème par des opérations de "nettoyage", infructueuses, consommateurs et dealers reprenant rapidement leurs activités dans l'espace public. Le projet Riboutique vise à trouver des solutions adaptées à la « scène ouverte » qui prévaut dans ce quartier.

Il ressort de ces analyses et de ces concertations que la mise en place d'une salle de consommation à moindre risques (S.C.M.R.) pourrait répondre à différents objectifs de santé et de bien-être de ces usagers tout en réinstaurant plus de tranquillité dans le quartier. Un dispositif de ce type devrait permettre au secteur spécialisé d'entrer en contact avec ces usagers de rue, de les orienter vers le soin, et de leur faciliter tout type d'information prévention/RdR, ... pouvant leur être utile dans cette attente.

La séance d'information du 24 janvier 2013 a présenté le projet Riboutique aux travailleurs du secteur et aux institutions proches, afin d'informer de la genèse de ce projet, de la situation et des perspectives pour la mise en place d'une S.C.M.R. à Bruxelles.

Tous les dossiers sont également disponibles à l'adresse : <http://reductiondesrisques.be/dispositifs/salles-de-consommation/>

⁷ Voir pré-programme en annexe 7.

⁸ Voir dossier d'information sur les S.C.M.R., présentation du 24/01/2013, rapport et article de presse en annexe 8.

Une Charte explique brièvement ce qu'est une salle de consommation et l'intérêt de son installation. Selon des études du Canada, les salles de consommation donnent une plus-value en matière de contacts, santé, soins, actions de prévention, RdR, ... pour un public très précarisé. Selon l'O.E.D.T., son apport en matière de Santé publique est très concluant. De là est venue l'idée d'une Charte Coupole pour avancer en informant les partenaires, afin que les différentes actions locales se renforcent et que les groupes politiques et les acteurs concernés s'engagent. Le soutien à ce type de dispositif n'est qu'un prolongement naturel de l'engagement permanent pour une meilleure reconnaissance des stratégies et dispositifs de RdR.

Journée de présentation de projets du secteur

Le 18 juin 2013, la FEDITO a organisé une journée de présentation de trois projets du secteur : le Point de Contact « Le prisme », rattaché à l'Ambulatoire Forest ainsi que les sites web aide-alcool.be et aide-aux-joueurs.be portés par le Pélican. Cette journée visait à mieux les faire connaître aux membres du secteur.

Le Point de Contact d'orientation et d'accompagnement pour détenus usagers de drogues (PCOA) « Le Prisme » a pour mission d'informer et orienter les personnes incarcérées qui souhaitent un accompagnement pour leurs difficultés liées à l'usage de drogue(s). Ce dispositif fédéral d'aide est implanté dans toutes les prisons de Belgique ; et pour la région de Bruxelles, c'est « Le Prisme » qui est compétent.

Le site aide-alcool.be (voir page 12) propose des informations, des auto-évaluations quant à la consommation d'alcool et, le cas échéant, un accompagnement en ligne afin de réduire ou arrêter une consommation excessive d'alcool. Tous ces services sont accessibles gratuitement et anonymement via le site www.aide-alcool.be.

Le site aide-aux-joueurs.be propose également des informations, des auto-tests et des aides en ligne par rapport aux problèmes d'addictions aux jeux, et ce, gratuitement et anonymement à l'adresse www.aide-aux-joueurs.be.

2. *D'ÊTRE UN INTERLOCUTEUR PRIVILÉGIÉ DES POUVOIRS PUBLICS ET DES MÉDIAS DANS L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE DE SANTÉ ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LE CHAMP DE LA TOXICOMANIE PRISE AU SENS LARGE DU TERME. ELLE EST MANDATÉE À CET EFFET PAR SES INSTITUTIONS MEMBRES*

Fonds fédéral de lutte contre les assuétudes – Comité assuétudes

Le Fonds de lutte contre les assuétudes (voir rapports d'activités précédents) a permis, depuis sa création, le financement d'une série de projets à Bruxelles. La fédération a veillé à aider les services qui le souhaitaient à répondre de manière adaptée à l'appel d'offre diffusé par les fédérations sectorielles.

Dans le cadre du « Comité assuétudes », Ludovic Henrard a continué, en sa qualité de membre, à examiner l'ensemble des projets soumis et à remettre un avis non contraignant sur les projets introduits par les services en Belgique.

Les descriptions et synthèses des objectifs et des axes de travail des projets bruxellois acceptés et développés sont disponibles à la FEDITO.

En 2013, les projets suivants ont été acceptés à Bruxelles :

INCANT – C.H.U. BRUGMANN

L'étude européenne INCANT, dont les conclusions ont mené à la mise en place de ce projet pilote M.D.F.T. (Multi Dimensional Family Therapy), a été reconduit en 2013.

Ce projet consiste à rencontrer, évaluer, prendre en charge et soutenir à la prise en charge auprès des institutions existantes du réseau de soin (avec programme de sensibilisation pour le personnel de ces centres) de jeunes souffrant d'assuétudes et mettre en système de soin global, dès le départ, l'ensemble des personnes – privées (famille) ou professionnelles (juges, enseignants, médecins, assistants sociaux, ...) – concernées par l'usage problématique de substances du jeune, en complément d'entretiens thérapeutiques avec ce jeune.

Le centre est inscrit dans un réseau européen de centres M.D.F.T. visant à développer la prise en charge et le soutien d'autres équipes à la prise en charge de cette problématique ; l'étude européenne montre des résultats positifs.

Vu le nombre minime d'offre spécifique cannabis et jeunes, ce projet répond à un réel besoin et à une longue liste d'attente dans le réseau bruxellois. Une proposition d'implémentation à Anvers est en cours.

DISPENSARE INFIRMIER DU COMPTOIR D'ÉCHANGE DE SERINGUES - DUNE

Ce projet de DUNE, initié en 2011, consiste à renforcer l'offre de soins infirmiers aux usagers fréquentant le comptoir d'échange de seringues et du travail de rue de Bruxelles-Capitale, en complément de l'écoute, de l'information et du matériel stérile déjà fournis auparavant par l'asbl dans le cadre de ses missions.

Le dispensaire infirmier et les équipes mobiles d'infirmières en rue visent à améliorer l'accès aux soins, et en même temps, à améliorer la qualité de contacts entre les professionnels de DUNE et leurs publics-cibles. Ce service offert peut

faciliter l'adossement de certains à des structures de soins. Il permet quoiqu'il arrive de fournir des soins à des publics qui ne fréquentent pas ou rarement des structures de soins spécialisées ou généralistes, et qui ont pourtant grandement besoin de ces services vu leurs pratiques d'injection et leur mode de vie.

Les soins infirmiers pratiqués dans la rue répondent à un réel besoin, et l'équipe, très motivée, travaille avec méthodologie et rigueur dans le but de rendre l'offre accessible à tous.

DUNE proposait également une journée d'étude ainsi qu'une évaluation, mais suite toujours au renvoi de la responsabilité du financement de ce type de projet (interprétations divergentes : soins vs. ambulatoire) des entités fédérales (SPF Santé Publique) et fédérées (Région wallonne et CoCof), aucun subside pour cette journée ne leur a été accordé.

URGENCES ALCOOL – IDA

Ce projet d'iDA asbl dont Interstices est l'animateur côté francophone, vise à développer un modèle d'intervention spécifique aux urgences pour les problèmes d'alcool, en essayant de détecter, dès l'arrivée du patient aux urgences médicales, s'il y a consommation d'alcool et si, celle-ci est ou risque de devenir problématique. Ce projet vise à sensibiliser le personnel des urgences à cette thématique alcool et à favoriser également une prise en charge précoce des risques d'abus d'alcool dans un moment (hospitalisation) propice au changement. À terme, ce modèle d'intervention alcool pourrait être généralisé à tous les hôpitaux du pays.

- 16, PAS D'ALCOOL – IDA

Ce projet d'iDA asbl concernant la mise en application de la législation en matière de vente d'alcool, est expliqué page 7.

RÉSEAU CANNABIS BRUXELLES – INTERSTICES C.H.U. SAINT-PIERRE⁹

L'asbl Interstices est l'initiatrice du projet en collaboration avec la Cannabis Clinic et Infor-Drogues.

L'offre de soins pour les consommateurs problématiques de cannabis est trop faible en région de Bruxelles-Capitale et les services spécialisés ne peuvent absorber toute la demande.

Ce projet vise à offrir des formations en matière de prise en charge des problèmes de consommation de cannabis afin d'actualiser les connaissances sur les pratiques cliniques dans le domaine, permettre une orientation adéquate des demandes de prises en charge adaptée au profil de l'utilisateur, savoir poser un diagnostic différentiel et faciliter un accompagnement adapté à cette problématique spécifique ; et ce, pour former, à terme, un réseau de professionnels. Ce projet bénéficie d'une bonne coordination entre les hôpitaux et de nombreux partenaires impliqués.

En 2013, le coordinateur du projet a organisé, avec le soutien du réseau spécialisé bruxellois, deux modules de deux journées de formation à l'attention des professionnels du secteur santé/social généraliste et spécialisé. Les professionnels

⁹ Voir programme de la formation et de la journée d'étude en annexe 9.

formés font partie d'un réseau d'orientation des demandes de soins. Une journée d'étude « Cannabis, quand Bruxelles fait Réseau : Quelles demandes pour quelles prises en charge ? » a également été organisée au mois d'octobre.

LIAISON ALCOOL – INTERSTICES C.H.U. SAINT-PIERRE

L'objectif de ce service de liaison spécialisé "alcool" au sein d'Interstices C.H.U. Saint-Pierre, reconduit en 2013, est la sensibilisation, la formation et l'accompagnement du personnel soignant (surtout dans les situations délicates) avec la création de plaquettes explicatives d'aide (guidelines), et l'amorce d'une réflexion approfondie sur ce problème. Ce service permet également le dépistage et la prise en charge plus rapide de la problématique.

Suite à la démonstration claire de sa plus-value lors des précédentes années, il a été proposé de l'implémenter dans un autre hôpital (Chimay, région où l'offre est très limitée) et de développer des guidelines bilingues en vue d'une prochaine implémentation dans un hôpital néerlandophone de Bruxelles (UZ). Une évaluation externe sur la base des données récoltées est également envisagée.

AIDE ALCOOL – LE PÉLICAN

Le site d'aide en ligne www.aide-alcool.be pour les personnes alcooliques et leur entourage est la version francophone du site www.alcoholhulp.be créé par le CAD-Limburg.

L'objectif est de proposer un programme thérapeutique de qualité de trois mois, aux personnes qui recherchent du soutien par rapport à leur consommation d'alcool. Il vise en particulier les groupes moins représentés dans les structures d'aides classiques grâce à l'anonymat et l'accessibilité à Internet.

Le site se compose de 3 parties :

- Information (pour les usagers et l'entourage) ;
- Programme d'accompagnement Selfhelp ;
- Programme d'accompagnement en ligne avec thérapeute.

Le programme est basé sur le modèle comportemental. Il permet à la personne de fixer ses propres objectifs et lui donne les outils nécessaires pour y parvenir ainsi que le soutien d'un thérapeute en ligne s'il le souhaite ; cette année, la priorité a été mise sur cette prise en charge plutôt que sur le travail en réseau.

SYNERSANTÉ – LES PETITS RIENS

Le projet « Synersanté » est parti du constat qu'il y a beaucoup d'échecs de réinsertion au sein des sans-abris de l'asbl Les Petits Riens en raison de problèmes de substances. En effet, ce public-cible est très difficile à atteindre et très peu de structures acceptent ce type de patients avec une problématique complexe et multiple ; il est donc important pour une structure généraliste confrontée à des personnes souffrant d'assuétude de pouvoir faire face, grâce à la formation de son personnel, à ce type de problème.

Le projet vise la création d'une cellule santé mobile pour accompagner les personnes avec des problèmes de substances et la coordination des interventions des différentes structures (sociales et médicales) tout au long de son cheminement. Cette cellule a pour mission de permettre, dans un premier temps,

à des sans-abris de gérer, voire de vaincre leur assuétude et ensuite de pérenniser ces résultats en les accompagnant dans leur projet de réinsertion socio-professionnelle.

ACCOMPAGNATEUR SOCIAL - RÉSEAU HÉPATITE C

La plus-value d'un accompagnement physique des patients dans leurs démarches n'a, depuis 2007, été que confirmée et l'équipe du Réseau Hépatite C spécialisée dans la prise en charge des usagers de drogues n'a fait que démontrer sa grande expertise. Ce concept est appliqué de manière intensive au sein d'un réseau structuré de partenaires, orientés ensemble vers l'amélioration de l'accès et de la compliance au traitement d'une maladie spécifique au sein d'un public spécifique.

L'accompagnateur social prend en charge les patients pour les conduire dans les différents services et rendez-vous avec l'hépatologue ; ce qui permet de voir une nette amélioration dans les résultats du traitement de la maladie et d'éviter de répéter inutilement des tentatives de traitements très onéreux.

Projets Belspo

Le Service des Programmes de Recherches de la Politique scientifique fédérale (BELSPO) organise le Programme fédéral Drogues. Par les recherches scientifiques qu'il met en œuvre, ce programme appuie la Politique intégrale et intégrée en matière de drogues dont s'est dotée la Belgique le 25 janvier 2010, dans le cadre de la mise en œuvre de la Note politique fédérale Drogues de 2001. L'une des priorités de cette politique globale et intégrée est de s'appuyer sur l'expertise et les connaissances scientifiques en vue de fonder la prise de décision. Chaque année, BELSPO organise un Plan de travail qui fait l'objet d'un appel à propositions destiné aux centres de recherche. Le programme de ce plan est ensuite mis au point par la cellule « Recherche et information scientifique » de la Cellule Générale de Politique Drogues (CGPD), organe chargé de la mise en œuvre de la politique belge en matière de drogues.

PROJET COMIQS¹⁰

Lors de l'appel 2013 qui comportait quatre thématiques, la FEDITO Bxl a décidé de répondre au projet COMIQS.BE (CONsensus building on MInimal Quality Standards for drug demand reduction in BELgium) qui demandait d'établir des normes standards de qualité de soins en répondant à la question suivante : « Quelles sont les normes de consensus minimales et quelles sont les normes d'excellence qui peuvent être mises en œuvre dans la réduction de la demande de drogues en Belgique ? ».

Les objectifs de cette étude sont triples :

- Etudier les normes de qualité disponibles pour réduire la demande de drogue dans l'UE et documenter les éléments essentiels et les conditions préalables pour la mise en œuvre réussie de ces normes, basée sur les bonnes pratiques sélectionnées ;

¹⁰ Voir formulaire du projet en annexe 10.

- Évaluer l'acceptabilité et la mise en œuvre effective des normes minimales EQUUS pour le traitement de la toxicomanie, la prévention et la réduction des risques parmi les diverses parties prenantes et d'établir un consensus en ce qui concerne des normes minimales (adaptées) qui peuvent être mises en œuvre en Belgique ;
- Définir et opérationnaliser les normes minimales de consensus et élaborer des normes d'excellence qui peuvent être utilisés comme des mesures et des repères pour surveiller et évaluer la prévention, le traitement et la réduction des risques.

Les missions de la FEDITO Bxl sont :

- Aider à l'identification des documents et/ou pratiques en Europe ;
- Aider au choix de partenaires pertinents ;
- Faciliter le développement et le pilotage du questionnaire ;
- Aider à la préparation et à l'organisation d'une conférence de consensus (en annonçant la conférence, en recrutant un panel de participants et en intervenant en tant que présidents) ;
- Aider la conférence de consensus en incluant les focus groupes ;
- Aider à la préparation de l'organigramme des groupes ;
- Assister dans la formulation des recommandations en donnant son expertise concernant la politique drogues belge.

PROJET ERANID¹¹

ERANID (European Research Area Network on Illicit Drugs) est un réseau européen visant à coordonner les programmes des agences de recherches de six pays : Pays-Bas, Italie, France, Grande-Bretagne, Portugal, Belgique.

Le BELSPO a désiré sous-traiter auprès de la FEDITO Bxl l'analyse des besoins en termes de recherches scientifiques concernant les drogues illégales, pour les acteurs bruxellois du secteur socio-sanitaire spécialisé et généraliste.

La Belgique et le Portugal ont la particularité de vouloir intégrer le terrain dans cette définition des besoins de recherche : au-delà des chercheurs, intégrer les acteurs santé publique, le volet répressif, etc. Et les FEDITO's bruxelloise et wallonne et le VAD pour la prévention, le bas seuil, la RdR, les soins, etc. La mission de la FEDITO Bxl est de promouvoir ce questionnaire, de pousser les acteurs à y répondre, et d'aider à la synthétisation des réponses entre les FEDITO's et le VAD.

Afin de mener à bien ce projet, Sébastien Alexandre a été engagé comme coordinateur de projet. Dans ce cadre, il a rencontré les différents membres de la FEDITO Bxl et leur a demandé de répondre à la question « Quelles sont selon vous, au sein de votre domaine d'action, les questions pour lesquelles la science peut vous aider ? ». Cette approche des membres l'aidera ensuite en 2014 à reprendre le poste de Directeur.

¹¹ Voir rapport d'activités ERANID en annexe 11.

Global Drug Survey¹²

La FEDITO a décidé de soutenir Global Drug Survey qui est un centre de recherches indépendant sur les drogues et leurs usages, ainsi que le nom de la plus grande enquête mondiale sur les consommations de drogues, d'alcool, de tabac et de médicaments psychotropes dans la population générale. Cette initiative vise à pallier au manque de données en matière de consommations de drogues.

L'ampleur et la diversité des consommations de drogues sont largement méconnues de par le monde. Les données épidémiologiques sont souvent lacunaires, notamment à cause du tabou et de l'illégalité des consommations ou de l'inexistence de système de collecte de données optimaux. Ces carences rendent difficile la mise en place de politiques drogues pertinentes.

Grâce à son réseau mondial de partenaires, parmi lesquels la FEDITO Bxl, Global Drug Survey 2014 remédie partiellement à ce problème. Cette enquête accessible en ligne de novembre à décembre 2013, collecte des données, suggère des stratégies de réductions des risques, et permet aux participants de comparer leurs usages d'alcool, de tabac, de médicaments et de drogues, aux consommations moyennes.

Antérieurement, cette enquête n'était qu'en anglais, mais, pour la Belgique, la FEDITO Bxl, UGent et HoGent, se sont chargés des traductions françaises et néerlandaises du questionnaire. L'enquête était dès lors disponible en 8 langues et coordonnée dans 17 pays, dont la Belgique, et donnait la possibilité à chaque participant de s'exprimer librement, anonymement et confidentiellement.

Les résultats de cette enquête sont attendus pour avril 2014.

Mémorandum¹³

En fin d'année 2013, la FEDITO Bxl, en partenariat avec la FEIAT (Fédération des Employeurs des Institutions Ambulatoires pour Toxicomanes) et la C.L.D.B. (Coordination Locale Drogues Bruxelles), a jugé judicieux de rédiger un mémorandum du secteur toxicomanies.

En effet, suite au Plan de Réduction des Risques, au projet ERANID, à la visite des membres par Sébastien Alexandre et aux prochaines élections régionales, fédérales et européennes de mai 2014, le moment était opportun pour publier un mémorandum afin de transmettre les recommandations du secteur aux mandataires politiques et administratifs en vue d'une meilleure politique drogue bruxelloise.

¹² Voir dossier de presse de Global Drug Survey 2014 en annexe 12.

¹³ Voir Mémorandum en annexe 13.

3. D'ASSURER LA COORDINATION DES INSTITUTIONS ET SERVICES MEMBRES ET PLUS LARGEMENT AVEC D'AUTRES SECTEURS PRÉOCCUPÉS PAR LE « PHÉNOMÈNE » DROGUES

Plate-forme de Réduction des Risques

La FEDITO continue à plaider à différents niveaux pour une organisation plus cohérente et assumée des actions de Réduction des Risques en Belgique. Elle continue également à sensibiliser ses interlocuteurs sur ces enjeux et à trouver des solutions afin de reconnaître pleinement et de financer à juste proportion une série de dispositifs identifiés RdR.

La FEDITO a entrepris, en concertation avec la Coordination Locale Drogues Bruxelles et l'association Modus Vivendi, un plan de Réduction des Risques à Bruxelles qui devra identifier les acteurs et les priorités au niveau de la région bruxelloise dans ce domaine d'action (voir page 17).

Il s'agit pour notre secteur de reconnaître ces stratégies de Promotion de la Santé et de Santé Publique comme un pilier spécifique des politiques en matière de drogues, en complémentarité avec les piliers du soin et de la prévention. Pilier n'équivaut pas à mission... La RdR doit traverser ces piliers en gardant ses publics et ses objectifs spécifiques. Le bien-être et la promotion de la santé des consommateurs de produits psychoactifs, et leur « recapacitation » passent avant toute autre considération.

Actuellement, tous les niveaux de pouvoirs financent des projets étiquetés RdR, de façon plus ou moins explicite : fédéral santé et social, CoCof et Communauté française, mais également l'Intérieur et les communes via les P.S.S.P. avec notamment l'asbl Transit. À Bruxelles, la Communauté française et la CoCof financent des projets de RdR, ainsi que la région et certaines communes...

Lorsque des projets « RdR » novateurs, et donc moins consensuels, sont introduits, il devient très difficile de savoir à quel interlocuteur s'adresser pour trouver un financement, voire pour savoir quelle est l'autorité compétente. À ce moment-là, la règle est fréquemment que les autorités se renvoient la balle. De là, des difficultés chaque fois renouvelées pour les acteurs de terrain pour monter de nouveaux projets, que ce soit pour la mise en place d'une salle de consommation ou la pose d'automates d'échanges de seringues, ...

Au delà de la difficulté de lancer de nouvelles initiatives, de nombreux dispositifs que l'on peut catégoriser RdR sont fortement précarisés, soit parce qu'ils sont saturés (MASS, Transit, ...), soit parce que leur financement est par trop insuffisant (échanges de seringues, testing, brochures), soit enfin parce qu'ils dépendent de trop nombreux financements précaires (DUNE), ou temporaire comme le fonds de lutte assuétudes (FEDASIL, Réseau VHC, ...).

Plan de Réduction des Risques liés à l'usage de drogues¹⁴

La FEDITO soutient, en concertation avec la Coordination Locale Drogues Bruxelles et Modus Vivendi qui est l'opérateur, un plan de Réduction des Risques à Bruxelles. Ce plan était initialement prévu de mars 2012 à septembre 2013, mais a ensuite été prolongé jusqu'à fin février 2014.

Ce projet vise strictement à faire un état des lieux (diagnostic) du contexte de la Réduction des Risques à Bruxelles et à proposer un plan formulé par les acteurs à partir de cet état des lieux. Il contient quatre objectifs généraux :

- Identification des acteurs ;
- Identification des besoins non couverts ;
- Hiérarchisation des actions à mener ;
- Renforcement de la cohérence des actions menées.

Un premier rapport d'activités de ce plan pour la période de mars à novembre 2012 reprenait toute l'évolution du projet, un second rapport pour la période de décembre 2012 à août 2013 le complétait.

La finalisation de ce Plan s'effectuera par la rédaction de « cahiers » début 2014.

GT sur le recueil de données bruxellois

Suite à la dissolution volontaire de la C.T.B. (Concertation Toxicomanies Bruxelles) en 2012, il a été décidé par les autorités concernées que la collecte des données passera dorénavant par la Plate-forme de Concertation en Santé Mentale (P.F.C.S.M.). La P.F.C.S.M. et sa coordination assuétudes sont désormais responsables d'assurer le traitement et l'analyse de données ADDIBRU, et la concertation avec les fournisseurs de données membres de la FEDITO.

En 2013, un GT restreint et opérationnel a été créé afin de viser à garantir la bonne intégration du processus bruxellois avec les niveaux plus globaux jusqu'à l'échelle européenne TDI (Treatment Demand Indicator) ainsi que la qualité, la pertinence et l'acceptabilité des données recueillies et des indicateurs utilisés.

Au niveau de la P.F.C.S.M., c'est seulement début 2014 qu'une nouvelle version du système de collecte ADDIBRU 3.0 dans lequel sera intégré le TDI, devrait devenir effective. Cet outil devrait répondre en même temps à l'obligation actuelle TDI pour les centres conventionnés INAMI que pour les centres spécialisés agréés CoCof qui devront le compléter à partir du 1^{er} janvier 2015.

Les objectifs principaux pour 2014 seront d'obtenir un contrôle du processus et un retour des données aux acteurs spécialisés en toxicomanies.

¹⁴ Voir 2nd rapport d'activités du Plan de RdR en annexe 14.

4. D'ASSURER AUX INSTITUTIONS MEMBRES DES MODALITÉS DE RECONNAISSANCE ET DE SUBSIDATIONS GARANTISSANT LEUR BON FONCTIONNEMENT ET LEUR PERMETTANT LA PRISE EN CHARGE IMMÉDIATE DE TOUS LES TOXICOMANES DEMANDEURS QUELLE QUE SOIT LEUR SITUATION ÉCONOMIQUE

iDA (Information sur les Drogues et l'Alcool) asbl

Ludovic HENRARD a continué de siéger au sein de l'asbl iDA qui regroupe les deux FEDITO's et le VAD. L'implication de la FEDITO Bruxelloise au sein d'iDA est indispensable vu les retombées positives pour les services de terrain (via, entre autres, certains projets du Fonds de lutte contre les assuétudes, voir page 11).

Démarche d'évaluation qualitative

Le thème retenu pour ce premier triennat de la DEQ était « la communication et l'accessibilité ». Au niveau des objectifs, la DEQ s'est engagée sur des objectifs clairs : la mise en place d'outils de communication ainsi que l'évaluation de leurs impacts selon les publics visés. Sur le fond, l'objectif visait à questionner nos pratiques de communication pour les améliorer et faire connaître le secteur et les services proposés au public.

En résumé, le projet rentré pour la FEDITO auprès de la CADEQ (CoCof), dans le cadre de sa DEQ, s'orientait autour des trois objectifs suivants :

- Permettre à la FEDITO de questionner sa pratique de communication et l'utilisation de ses nouveaux outils de communication en fonction des publics visés, de manière adaptée et complémentaire avec les services qu'elle représente.
- Augmenter la visibilité des activités du secteur, membres et fédération, en valorisant les projets spécifiques des services et/ou de la FEDITO.
- Promouvoir l'action des services membres, via des focus sur notre site (et les lettres d'informations) - mode d'évaluation : par retour (critère quantitatif : nombre de focus et intérêt suscité chez les visiteurs de notre site).

Il a donc été possible de voir les informations qui ont été les plus consultées sur le site web, la FEDITO a dès lors pu adapter la diffusion d'informations en fonction de ce qui paraissait le plus intéressant. Objectif : aller chercher l'information extérieure, la transférer aux services et inversement ; diffuser et valoriser les informations et les activités des services vers d'autres publics.

Le site FEDITO tend à mettre en avant la section membres avec un canevas descriptif de leurs activités et un lien vers les sites de chaque service. Les sites satellites ont également été mis en valeur, entre autres les sites « portail-drogues.be » et « reductiondesrisques.be ».

En 2013, la FEDITO a entrepris d'investir les « réseaux sociaux » pour se rapprocher du « grand public ». Elle est maintenant activement présente sur Twitter, LinkedIn, Facebook et Scoop.it (Cfr. rubrique « communication » de ce présent rapport d'activités).

Après ce premier triennat de DEQ, le constat est globalement positif. En effet, au moment de débiter la DEQ, toute la stratégie de communication de la FEDITO était à repenser. Le site web était obsolète et inaccessible pour le public, la lettre d'informations n'était plus régulière, ... Depuis, aussi bien les aspects techniques que de fond ont été revus. Si ces outils se doivent d'être en permanence ajustés avec les nouvelles possibilités offertes, notre certitude est qu'aujourd'hui, la FEDITO communique mieux. Malgré la spécificité du secteur, les informations diffusées touchent davantage de personnes et sont mieux relayées.

Rapport intersectoriel¹⁵

Selon l'article 163 du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, la fédération a contribué au rapport intersectoriel 2013 des secteurs social-santé agréés par la CoCof, rédigé par le CBCS. La question traitée était de savoir quelles sont les évolutions les plus marquantes en matière de problématiques sociales et de santé des usagers des services ambulatoires sur le territoire bruxellois, au cours de ces dernières années.

Soutien des Médecins Généralistes CoCof¹⁶

La FEDITO a continué à s'impliquer en 2013 dans ce processus qui, depuis plusieurs années, perturbent les services de santé ambulatoires et, en particulier, les services spécialisés dans l'accompagnement et les soins aux toxicomanes, qui sont obligés de constater la pénurie croissante des professions médicales et la grande difficulté de recruter des médecins généralistes et des psychiatres.

Cette difficulté à recruter est préjudiciable à différents niveaux. La qualité des services prestés pourrait à terme en pâtir, et le manque de médecins dans les institutions peut faire peser une charge trop importante sur les médecins présents qui doivent compenser le cadre incomplet par un travail supplémentaire.

La mise en application de l'A.R. du 1^{er} mars 2010 fixant les conditions d'agrément pour bénéficier du statut de M.G. pose toujours problème aux médecins généralistes qui travaillent exclusivement dans des institutions médicalisées du secteur et a donc une implication globale sur le système des soins. Un des critères posant problème aux M.G. du secteur est la participation à la garde.

Afin d'y répondre, un système de cascade téléphonique et de centralisation des appels de professionnels en demande de conseil/soutien de M.G. du secteur hors des ouvertures de services pourrait être mis en place pour permettre aux M.G. du secteur de satisfaire à cette condition.

L'objectif serait de parvenir à une centralisation des appels, et d'assurer la visibilité du numéro que pourraient utiliser les autres professionnels en demande de conseil. Il faut pour cela que les différentes institutions médicalisées et non médicalisées du secteur y souscrivent. Un manifeste a été rédigé afin d'expliquer précisément le projet et faire appel aux membres.

¹⁵ Voir rapport intersectoriel en annexe 15.

¹⁶ Voir manifeste « Diversité des pratiques médicales » et proposition d'avis du CCBF en annexe 16.

Soutien pour l'ouverture de Salle de Consommation à Moindre Risques (S.C.M.R.) en Belgique¹⁷

A l'initiative des acteurs spécialisés bruxellois de la Concertation Bas seuil (M.A.S.S. de Bxl, Projet Lama, Transit et Modus Vivendi), un appel a été lancé afin de constituer une coupole ayant pour objectif de mettre en place des salles de consommation à moindre risques en Belgique. Le secteur, dont la FEDITO Bxl, la FEDITO wallonne et la Coordination Locale Drogues Bruxelles (C.L.D.B.), a soutenu ce projet.

Cette coupole a pour vocation de rassembler des acteurs de champs multiples, issus de la société civile, du monde associatif, politique, judiciaire, académique, économique et social s'engageant à soutenir la mise en place de S.C.M.R. à l'intersection de la réduction des risques, du soin et de la cohésion sociale.

La Charte explique brièvement ce qu'est une salle de consommation et l'intérêt de son installation. Selon des études du Canada, les salles de consommation donnent une plus-value en matière de contacts, santé, soins, actions de prévention, RdR, ... pour un public très précarisé. Selon l'O.E.D.T., son apport en matière de Santé publique est très concluant. De là est venue l'idée d'une Charte Coupole pour avancer en informant les partenaires, afin que les différentes actions locales se renforcent et que les groupes politiques et les acteurs concernés s'engagent. Le soutien à ce type de dispositif n'est qu'un prolongement naturel de l'engagement permanent pour une meilleure reconnaissance des stratégies et dispositifs de RdR.

L'appel se trouve également en ligne : <http://reductiondesrisques.be/appel-scrm-belgique/>

Soutien du centre d'aide aux toxicomanes Transit¹⁸

Le centre d'accueil et d'hébergement de crise pour usagers de drogues Transit se trouvant en grande difficulté financière, pouvant conduire à sa fermeture, la FEDITO Bxl l'a soutenu auprès des autorités compétentes.

Ce déficit de trésorerie est un effet collatéral de la 6^{ème} réforme de l'Etat qui conduira à la régionalisation de la prise en charge de la problématique « drogues ». En effet, Transit bénéficie d'un financement « à enveloppe fermée » des Plans Stratégiques de Prévention et de Sécurité (PSSP) par le SPF Intérieur. Vu que le Ministère de l'Intérieur souhaiterait se défaire des volets toxicomanies des PSSP et proposerait aux régions de les « reprendre », le tout dans un contexte de régionalisation des conventions de revalidation INAMI toxicomanies, ces grandes réformes sectorielles tendent à provoquer un renvoi de responsabilité entre les autorités compétentes. Aucune instance politique ne semblait pouvoir offrir des garanties de maintien et de pérennisation de l'asbl Transit, son avenir financier pour 2013 était en jeu ainsi que le maintien d'un financement des PSSP toxicomanies après 2013.

La FEDITO l'a donc soutenu auprès des autorités compétentes et l'asbl a reçu des subventions et fonctionne heureusement toujours.

¹⁷ Voir Appel Coupole en annexe 17.

¹⁸ Voir situation de Transit et lettre de soutien en annexe 18.

Soutien aux propositions de lois Demeyer¹⁹

En tant qu'acteurs du secteur toxicomanie au sens large, les FEDITO's Bxl et wallonne ont décidé de soutenir les deux propositions de lois déposées par le sénateur-bourgmestre Willy Demeyer, favorisant l'émergence de nouveaux dispositifs d'aide et de soins à l'égard des usagers de drogues les plus désinsérés. La première proposition vise à autoriser la délivrance de diacétylmorphine (héroïne médicale), et la seconde apporte un cadre légal permettant la mise en place de salles de consommation à moindre risques.

En effet, la désinsertion et la vulnérabilité majeures de certains usagers de drogues les empêchent d'accéder aux dispositifs spécialisés existants. La palette d'offre d'aide et de soins est donc à élargir, notamment en intégrant dans les réseaux existants la délivrance de diacétylmorphine et les salles de consommation à moindre risques.

¹⁹ Voir communiqué de presse en annexe 19.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Comme toujours, ce rapport d'activités est loin de rendre compte de l'ensemble du travail fourni tout au long de l'année : contacts multiples, orientation des demandes, présence à différentes réunions de concertation, formations, conférences et présentation de projets, recherches d'informations, projets avortés ou débats sans suite, ...

En 2014, la FEDITO s'investira principalement :

- aux soutiens de ses membres ;
- à l'organisation du quatrième congrès francophone TDO ;
- au suivi du plan de Réduction des Risques ;
- au suivi du transfert des compétences ;
- aux stratégies de communication interne et externe par la mise en place, entre autres, de concertations.

La FEDITO ne peut que rappeler la difficulté de remplir aujourd'hui ses missions théoriques vu l'extrême diversité et le morcellement du secteur entre pouvoirs de tutelles fédéral, communautaire et CoCof, couplé à la superposition et l'insuffisance des moyens des structures de coordination, auxquels s'ajoute l'absence de politique cohérente et de vision dans notre domaine d'action.

Les perspectives pour le secteur toxicomanies restant incertaines, l'optimisme n'est pas à l'ordre du jour. Les inégalités et la précarité croissante pour une grande partie de nos publics ne cessent d'augmenter. La situation de l'emploi et du logement à Bruxelles reste extrêmement difficile pour nos publics cibles et sans espoir d'amélioration à court ou moyen terme. Les coupes budgétaires qui, en plus de priver nos publics de certaines aides et prestations sociales, continuent de toucher le secteur toxicomanies et ses projets. La rétrocession des compétences santé aux entités fédérées et la réorganisation du secteur à Bruxelles à court terme effraient fortement le secteur.

Tous ces sujets de préoccupations et d'enjeux ne cessent de s'amonceler sans que le secteur ait les outils disponibles pour les rencontrer.

L'équipe de la FEDITO Bxl